



## Projet de loi de finances 2010 Mission « Enseignement scolaire »

Séance du 1<sup>er</sup> décembre 2009

### Questions-réponses aux ministres Groupe CRC-SPG

BRIGITTE  
GONTHIER-MAURIN

SENATRICE  
DES HAUTS-DE-SEINE

GROUPE COMMUNISTE  
REPUBLICAIN  
ET CITOYEN  
ET DES SENATEURS  
DU PARTI DE GAUCHE

*MEMBRE  
DE LA COMMISSION  
DE LA CULTURE, DE  
L'EDUCATION ET DE LA  
COMMUNICATION*

#### 1- Situation des Rased

**Brigitte Gonthier-Maurin :**

« Monsieur le ministre, je voudrais revenir sur la question des RASED. L'opacité du projet de loi de finances pour 2010 quant à l'avenir de ces réseaux m'amène à tirer de nouveau la sonnette d'alarme et à exercer une sorte de droit de suite.

Alors que le projet de loi de finances pour 2009 prévoyait la sédentarisation ou, pour mieux dire, la suppression de 3 000 postes en RASED, soit 1 000 équivalents temps plein travaillé, pour la rentrée, M. Darcos avait dû reculer devant la mobilisation. Il avait alors pris l'engagement de ne supprimer que 1 500 postes, soit 500 équivalents temps plein travaillé, ou ETPT. La suppression de ces 3 000 postes en RASED devait, en fait, permettre de combler le vide laissé par 3 000 départs à la retraite

Le projet de loi de finances pour 2009 prévoyait un plafond d'emplois de 318 912 ETPT pour le premier degré. Si l'engagement de ne supprimer que 1 500 postes en RASED avait été tenu, le plafond aurait dû logiquement être relevé de 500 ETPT. Or, à la page 50 du « bleu » budgétaire de cette année, que lit-on pour le plafond d'emplois au titre de 2009 ? La même chose que l'an dernier, soit 318 912 ETPT !

Les engagements ne sont donc pas tenus, sauf à penser qu'ils l'ont été au détriment d'autres postes. Monsieur le ministre, sans doute allez-vous pouvoir m'éclairer sur ce sujet.

De plus, je regrette, comme mon collègue Domeizel, que nous ne disposions pas d'une évaluation du dispositif de l'aide personnalisée. Vous parlez d'un bilan positif, mais il se fonde surtout, me semble-t-il, sur des données quantitatives. Que sait-on réellement de ce qui est fait pendant ces deux heures hebdomadaires ? Quels sont les élèves concernés ? Quel type d'activité est pratiqué ? Et avec quelle efficacité ?

J'ai entre les mains une étude que vous devez connaître. Publiée en septembre 2009 par la Fédération nationale des associations de rééducateurs de l'éducation nationale, la FNAREN, et l'université Paris-Descartes, elle porte sur les



différences de traitement des difficultés scolaires entre l'aide personnalisée et l'aide spécialisée des RASED.

L'efficacité de l'aide personnalisée est confirmée pour les seuls élèves dont le niveau, même bas, est homogène. En revanche, pour ceux dont les difficultés relèvent d'une multiplicité de facteurs, l'aide rééducative des RASED permet des progrès dans le domaine des acquis scolaires, mais aussi dans celui des compétences cognitives, sociales et relationnelles.

Le fait que les difficultés de beaucoup d'élèves soient d'origine multifactorielle implique qu'il est nécessaire d'apporter des réponses adaptées et diversifiées. La question sera donc simple : allez-vous poursuivre la mise en œuvre de cette logique budgétaire de réduction de postes au détriment des enfants, ou bien allez-vous enfin entendre les arguments des professionnels qui militent pour une école ambitieuse, de la réussite pour tous, où les RASED doivent avoir toute leur place et être reconnus pour leur efficacité sur le terrain ? »

**Luc Chatel, ministre de l'Education nationale :**

« J'ai rappelé tout à l'heure que, dans le premier degré, le traitement des difficultés scolaires et la lutte contre l'échec scolaire constituaient pour le Gouvernement un objectif prioritaire.

Nous avons donc mis en place un dispositif complet permettant la prise en charge de tous les types de difficultés rencontrées par les élèves.

Deux heures d'aide individualisée sont dispensées chaque semaine par les enseignants, cette aide étant potentiellement accessible à tous les élèves, par exemple à ceux qui rencontrent des difficultés de lecture.

Des stages de remise à niveau, naturellement gratuits, sont mis en place pendant les vacances scolaires pour les élèves de CM1 et de CM2 rencontrant des difficultés en français et en mathématiques.

Les enseignants ont donc la possibilité de traiter eux-mêmes les difficultés liées à l'apprentissage, dans le prolongement de leurs classes.

Dans ce contexte, la contribution des enseignants spécialisés des RASED a évolué : ils interviennent désormais en cas de très grandes difficultés. À la rentrée de 2009, les maîtres spécialisés des RASED, dont l'action est donc tournée vers les situations que les professeurs des écoles ne peuvent pas gérer, étaient 8 000, nombre auquel il convient d'ajouter les 1 500 maîtres spécialisés itinérants, affectés à titre de surnuméraires dans une ou deux écoles. Ce dispositif a été reconduit dans ces termes dans le projet de budget pour 2010. »



**Brigitte Gonthier-Maurin :**

« J'observe que je n'ai pas reçu de réponse à la première partie de ma question ! Il me semble qu'une véritable confusion est entretenue entre les deux types d'aides.

M. Darcos m'avait indiqué, l'année dernière, que l'échec scolaire devait être résolu par les enseignants dans les classes. Or, l'aide personnalisée est dispensée en classe, mais vient s'ajouter aux horaires de cours.

Cela nous a d'abord amenés à nous inquiéter des effets du rallongement de la journée scolaire, l'aide personnalisée intervenant souvent à l'heure du déjeuner ou le soir.

En outre, *quid* des « bons » élèves, qui perdent ainsi pas moins de 540 heures d'enseignement du CP au CM2 ?

Quant aux enseignants, ils doivent devenir des « super-formateurs » polyvalents : enseignement, orientation à la place des conseillers d'orientation-psychologues, bivalence pour assurer plus de remplacements, aide aux élèves à la place des RASED.

Dans le même temps, les crédits de la formation continue sont réduits. Par exemple, les enseignants du premier degré perdront à la rentrée prochaine l'équivalent de 165 900 jours de formation continue : c'est une preuve supplémentaire que ce budget s'inscrit toujours dans une logique comptable. »



## 2 – Remplacement et personnels précaires.

### **Ivan Renar, sénateur du Nord (CRC-SPG) :**

« En 2009, un projet de création d'une agence nationale du remplacement était censé justifier la suppression de 3 000 postes d'enseignant. Aujourd'hui, ce projet semble abandonné, mais les 3 000 postes ont bel et bien été supprimés. Dans les documents budgétaires, on parle désormais en équivalents temps plein, officiellement pour décompter de façon plus exacte les temps partiels, mais, en réalité, pour que l'on ne puisse plus distinguer les emplois précaires des emplois statutaires.

Sous couvert d'une amélioration de la gestion des remplacements, vous procédez littéralement à une précarisation à marche forcée des enseignants affectés à une mission de remplacement dans le second degré. En effet, la proportion de non-titulaires ne cesse d'augmenter, particulièrement dans le cadre du service du remplacement.

Alors que le budget affecté au remplacement est en baisse, on ne peut que s'interroger sur la volonté du ministère : souhaitez-vous avoir de plus en plus recours à une main-d'œuvre bon marché, malléable car désarmée, ou à une cohorte de précaires embauchés selon les besoins et payés à la vacation ?

La réforme de la formation des maîtres est d'ailleurs une aubaine au regard de cette politique, qui transforme les jeunes diplômés en génération « *kleenex* » : combien d'étudiants se retrouveront sans poste, à l'issue de leur master d'enseignement, faute d'un recrutement suffisant de titulaires ? Ce seront autant de jeunes diplômés disponibles pour assurer suppléances et vacations à bas coût, sans aucune perspective !

Avec l'autonomisation des établissements qui, faute d'enseignants disponibles, affectent à l'année des titulaires sur zone de remplacement, les TZR, on assiste à une baisse du potentiel de remplacement, d'où l'augmentation du recours à des précaires. C'est d'autant plus pratique que ces précaires sont rémunérés sur les budgets d'heures supplémentaires effectives et qu'ils ne sont donc pas comptabilisés au titre du plafond d'emplois : encore une économie facile réalisée par le ministère, au détriment de l'offre éducative !

Cet ensemble de mesures d'économie déstabilise le dispositif de remplacement, ce qui conduit à une augmentation du nombre d'enseignants non remplacés. On se rappellera la création par la Fédération des conseils de parents d'élèves des écoles publiques, la FCPE, en septembre 2009, d'un site de recensement des enseignants non remplacés, témoignage du désarroi des parents face à la dégradation bien réelle de l'offre éducative.



On peut aussi s'interroger sur la pertinence de l'indice de performance, qui ne comptabilise, pour calculer le taux de remplacements, que ceux de longue durée, excluant ceux de moins de quinze jours, qui posent justement le plus de problèmes.

Étant donné les répercussions réelles, sur le terrain, de la diminution du nombre de postes, après la suppression de 3 000 postes de remplaçant, les TZR étant en outre moins nombreux et souvent affectés à l'année, eu égard à cette importante baisse du potentiel de remplacement, par quels moyens envisagez-vous de remplacer les enseignants absents cette année ? Va-t-on continuer à précariser toute une génération de jeunes diplômés. »

**Luc Chatel, ministre de l'Éducation nationale :**

« Monsieur le sénateur, ce projet de budget prévoit, pour le premier degré, 27 000 postes de titulaire remplaçant, soit 8,5 % du nombre total d'enseignants du premier degré, et 21 000 enseignants remplaçants pour le second degré, dont 75 % de titulaires, soit 15 700 TZR, et 25 % de contractuels, soit 5 300 vacataires, souvent faute de titulaires disponibles dans la discipline concernée.

Je précise que ces vacataires sont souvent des étudiants ayant échoué au concours de recrutement et qui vont le représenter l'année suivante. Ils bénéficient ainsi d'une formation permanente complémentaire, en attendant le prochain concours.

J'ai déjà rappelé que la situation globale du remplacement ne me satisfaisait pas. C'est la raison pour laquelle j'ai confié une mission sur ce sujet à M. Dellacasagrande, qui me rendra ses conclusions dans les jours prochains. Ma conviction est que nous devons nous orienter vers un système beaucoup plus souple et plus efficace, permettant aux académies d'interagir et d'affecter les moyens là où sont les besoins. »

**Ivan Renar, sénateur du Nord (CRC-SPG) :**

« Vous avez omis d'évoquer, monsieur le ministre, la désormais célèbre circulaire de M. le recteur de l'académie de Créteil relative à l'« amélioration des pratiques liées au remplacement ».

Au travers de ce document, dont la presse s'est largement fait l'écho et qui fera date, les chefs d'établissement sont invités à remédier aux problèmes de remplacement des professeurs absents, le rectorat n'étant plus, de son propre aveu, en capacité de le faire, car il ne dispose pas du corpus d'enseignants suffisant. Aussi les responsables d'établissement sont-ils appelés à trouver et à recruter « des étudiants ou des personnes titulaires au minimum d'une licence ou



ayant des compétences avérées » à qui, en « cas d'urgence », on pourrait confier immédiatement des élèves.

Cette situation est difficilement acceptable, d'autant que ce sont souvent les établissements des quartiers les plus défavorisés qui connaissent les plus grands besoins en matière de remplacements. Il est indispensable, tout particulièrement dans ces établissements, que les remplacements soient assurés par des enseignants formés et expérimentés, et non par des jeunes livrés à eux-mêmes face à des élèves qui feront, eux, les frais de l'inexpérience de leurs professeurs.

Comme j'ai pu le dire hier matin à Mme Pécresse lors du débat sur le projet de budget de la recherche et de l'enseignement supérieur, la précarité est en passe de devenir une véritable plaie pour l'ensemble de notre système d'enseignement et de recherche. Prenez-y garde, monsieur le ministre ! »